

SECRETARIAT GENERAL
SERVICE DE L'IMMOBILIER MINISTERIEL
BUREAU DE L'IMMOBILIER JUDICIAIRE
PARISIEN ET DE L'ADMINISTRATION
CENTRALE

Ministère de la Justice

- - - - -

**TF057694 – TRAVAUX DE RENOVATION DES ESPACES D'ATTENTE
GARDEE DE LA SOURICIERE DU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS.**

- - - - -

MARCHES DE TRAVAUX

Lots n° 1 à 5

- - - - -

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS**

Ind 0 – 28/01/2025

ADRESSE POSTALE :
BUREAU DE L'IMMOBILIER JUDICIAIRE
PARISIEN ET DE L'ADMINISTRATION
CENTRALE
1, QUAI DE CORSE
75181 PARIS CEDEX 04
TELEPHONE : 01 44 32 60 52

SOMMAIRE

ARTICLE 1 OBJET DES MARCHÉS–DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1. Objet des marches – Emplacement des travaux	4
1.1 Lots, tranche et phase.....	5
1.2 Maîtrise d'ouvrage.....	6
1.3 Maîtrise d'œuvre	6
1.4 Ordonnancement - Pilotage - Coordination (O.P.C.)	7
1.5 Contrôleur technique.....	7
1.6 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.....	8
1.7 Coordination du système de sécurité incendie	8
1.8 Prise en charge des ouvrages existants et état des lieux	8
ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHÉS	9
2.1 Pièces particulières.....	9
2.2 Pièces générales	10
2.3 Échelles des plans – Documents écrits et informatiques	10
ARTICLE 3 PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX	
– RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE.....	11
3.1 Répartition des paiements	11
3.2 Tranche(s) conditionnelle(s)	11
3.3 Contenu du prix – Mode d'évaluation des prestations et règlement des comptes	11
3.4 Variation dans le prix	17
3.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée	18
3.6 Paiements des sous-traitants.....	19
3.7 Modalités de règlement des comptes	20
ARTICLE 4 DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS – PRIMES.....	21
4.1 Délai d'exécution des travaux.....	21
4.2 Période de préparation de chantier	21
4.3 Programme d'exécution des travaux	22
4.4 Calendrier détaillé d'exécution.....	23
4.5 Suivi des calendriers.....	24
4.6 Prolongation de délai pour intempéries	24
4.7 Pénalités	25
ARTICLE 5 CLAUSES DE FINANCEMENT	29
5.1 Retenue de garantie	29
5.2 Avance	29
5.3 Autres avances	29
ARTICLE 6 PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX	
ET PRODUITS.....	30
6.1 Provenance des matériaux et produits	30
6.2 Mise à disposition de carrière ou de lieu d'emprunt	30
6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	30
6.4 Échantillons.....	31
6.5 Prototypes.....	31
ARTICLE 7 IMPLANTATION DES OUVRAGES	31
7.1 Piquetage général	31
7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterres.....	32
7.3 Repères d'implantation et de nivellement	32

ARTICLE 8 CONNAISSANCE DU SITE - PLAN EXÉCUTION - COORDINATION DE CHANTIER - CONTRAINTES DE SITE - RESPONSABILITÉ - SECRET PROFESSIONNEL – TRAVAIL DISSIMULE	33
8.1 CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX - VERIFICATION PREALABLE.	33
8.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Études d'exécution	34
8.3 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	35
8.4 Organisation, Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	35
8.5 Exécution des travaux.....	38
ARTICLE 9 CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES OUVRAGES	41
9.1 Essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages en cours de travaux.....	41
9.2 Réception	41
9.3 Documents fournis après exécution	41
9.4 Présentation	42
9.5 Délai de garantie.....	43
9.6 Garanties particulières	43
9.7 Assurances	44
ARTICLE 10 DÉROGATIONS AU CCAG – TRAVAUX.....	44
ARTICLE 11 ANNEXES	46

ARTICLE 1 OBJET DES MARCHÉS–DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. OBJET DES MARCHES – EMBLACEMENT DES TRAVAUX

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les lots n° 1 à 5 relatifs aux travaux de rénovation des espaces d'attente gardée de la Souricière du palais de justice de Paris.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que ces travaux ont lieu dans un établissement en activité et que toutes les dispositions sont à prendre pour s'assurer du respect du règlement intérieur de cet établissement, et éviter toutes perturbations qui risqueraient de gêner ses activités.

Les accès seront soumis à validation par l'administration pénitentiaire en plus de ceux du COMILI du PJP.

Les zones connexes resteront en activités pendant toute la période de travaux. Les accès chantier seront partagé avec les détenus, à ce titre les accès pourront être condamné pour une période de 20 min et ce jusqu'à 4 fois par jour maximum.

Les prestations, objet des présents marchés sont à prix global et forfaitaire.
Le cahier des clauses administratives particulières est commun à l'ensemble des lots.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques de mise en œuvre sont indiquées dans le dossier de consultation des entreprises (DCE) du maître d'œuvre.
Avant toute décision quant à l'organisation de son travail et des moyens et outillage qu'il compte utiliser pour réaliser ses prestations, le titulaire obtiendra tout accord préalable auprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre, notamment d'appareils thermiques.
- L'exploitation normale du Palais de Justice et des services publics.
- Le strict respect, à tout moment, des consignes et recommandations formulées soit par les services de sécurité du Palais de Justice, soit par la maîtrise d'œuvre, notamment en vue du maintien en fonctionnement des RIA et colonnes sèches, des dégagements du public, des interdictions de stockage de produits dangereux dans l'enceinte du Palais de Justice, etc...
- Le strict respect, à tout moment, des consignes et recommandations formulées soit par les services de sûreté du Palais de Justice, soit par la maîtrise d'œuvre, notamment en vue d'empêcher toute intrusion et d'assurer la sûreté du Palais de Justice.

Il devra impérativement prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée à l'intérieur de l'établissement pendant la durée des travaux, toutes les précautions utiles pour isoler physiquement l'ensemble du chantier des zones publiques et rendre le chantier étanche par rapport à l'extérieur.

Par ailleurs, il devra réduire les inconvénients suivants :

- Poussières d'origines diverses, ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc. ...
- Odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois et autres interdit).
- Détritus divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux, stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers.
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc. ...
- Gestion des travaux en milieu plomb.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, le titulaire devra en référer au maître d'œuvre.

Les prestations, objet des présents marchés de travaux, relèvent de la catégorie 2 au sens du code du travail (article R. 4532-1).

1.1 Lots, tranche et phase

1.1.1 Lots – Domicile du titulaire

Les travaux sont décomposés en cinq (5) lots, faisant l'objet de marchés séparés.

LOT 01 – GROS ŒUVRE – CURAGE - DEPLOMBAGE ;
LOT 02 – SERRURERIE ;
LOT 03 – PLATRERIE-SOLS-REJETEMENTS-PEINTURE ;
LOT 04 – PLOMBERIE
LOT 05 – ELECTRICITE CFO/CFA

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) propres à chacun des lots.

Les caractéristiques du prestataire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "l'entrepreneur", sont précisées à l'article 1er de l'acte d'engagement.

L'entrepreneur est réputé recevoir tout document qui lui est adressé ou notifié à l'adresse mail figurant à l'article 1er de l'acte d'engagement. L'entrepreneur est tenu de notifier immédiatement à la personne représentant le pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- À la forme de l'entreprise,
- À la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- À l'adresse du siège social de l'entreprise,
- Au capital social de l'entreprise
- Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise

L'entrepreneur doit fournir tous les 6 mois à compter de la date de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 du Code du travail.

1.1.2 Tranche

Sans objet.

1.1.3 Phases

Sans objet.

1.2 Maitrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Bureau de l'immobilier judiciaire parisien et de l'administration centrale (BIJPAC). Les nom et coordonnées du chef de projet en charge de cette opération seront communiqués lors de la notification du marché.

BIJPAC
Secrétariat général Service de l'immobilier ministériel
1, quai de la Corse
75181 Paris Cedex 04

1.3 Maitrise d'œuvre

Le type de la mission confiée au maître d'œuvre est la mission de base définie aux articles R2431- 4 à 7 (sous-section 1) et R2431-19 à 23 (sous-section 3 : dispositions propres aux opérations de réhabilitation de bâtiment) du code de la commande publique, augmentée de la mission EXE SYN, dont le titulaire est :

OTCE IDF
95, rue des Amidonniers
31067 Toulouse

Le titulaire de cette mission est appelé « maître d'œuvre » dans le présent CCAP.

Il est précisé que dans le cadre du contrôle général des travaux, le maître d'œuvre désigné ci-dessus est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du titulaire préalablement visé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Toutefois, par dérogation aux articles 11.5, 15.4.2, 19.1.1, 19.3, 8.1 et 48.3 du CCAG Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera lui-même les décisions relatives :

- À l'arrêt des travaux,
- Au démarrage de la période de préparation et du délai d'exécution des travaux,
- À la prolongation de la période de préparation,
- À l'autorisation de reprendre les travaux suite à des mesures coercitives,
- Aux modifications de prestations.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions de l'une de ces décisions appellent de sa part des réserves et par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 10 jours

1.4 Ordonnancement - Pilotage - Coordination (O.P.C.)

Le pilotage, l'ordonnancement et la coordination de l'ensemble des études et travaux relatif à l'opération seront assurés par un pilote.

Le titulaire est :

OPTIMA CONSTRUCTION
39 rue Saint-Lambert
75015 Paris

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « OPC ou le pilote ».

1.5 Contrôleur technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L. 111-23 et suivants et les articles R. 111-29 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Le titulaire est :

CEFTEC
462, allée de Castiglione
76360 Barentin

M. FELHIO EUSTACHE
06 14 76 24 86

Le rapport initial du contrôleur technique est joint en annexe 03 au présent CCAP Le contrôleur technique assurera les missions suivantes :

- Mission L, relative à la solidité des voiries et réseaux divers privatifs, fondations, ossatures, ouvrages assurant le clos et le couvert ainsi que pour les bâtiments des éléments d'équipement indissociables, ceux qui ne peuvent être retirés sans mettre en cause l'intégrité des ouvrages
- S, conditions de sécurité des personnes dans les constructions ;
- Mission LP, intègre la mission « L » ; en outre elle s'étend à la solidité relative aux éléments d'équipement dissociables, ceux qui peuvent être retirés sans porter atteinte aux ouvrages ci-dessus (les cloisons, par exemple).
- Mission LE, vise la solidité des constructions existantes et concerne les opérations de rénovation, réhabilitation ou transformation. Après l'examen de l'état apparent ou l'analyse d'un diagnostic fourni, le contrôleur vérifie que les travaux neufs ne compromettent pas la solidité des parties anciennes.
- Mission PH, relative à l'isolation acoustique des bâtiments
- Mission TH, relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie
- Mission HAND et Brd, relatives au respect des prescriptions réglementaires pour l'accès des personnes handicapées et des brancards.
- Mission GTB, complète les missions sécurité et fonctionnement et porte sur le système de gestion technique du bâtiment.
- Mission F, relative au fonctionnement des installations
- Mission HYSh ou HYSa, missions complémentaires relatives à l'hygiène et à la santé, dans les bâtiments d'habitation (h) et autres constructions (a) : aération, eau, sanitaires, effluents, déchets...
- Mission PV relative au récolement des procès-verbaux.
- Mission PS, relative la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme.
- VIEL, Vérification des installations électriques

Le titulaire de cette mission est appelé « contrôleur technique » dans la suite du présent CCAP.

En conséquence, le titulaire soumettra toutes ses études, plans, notes de calculs, procès-verbaux d'essais, avis techniques, tous documents nécessaires, ainsi que ses matériaux et matériels au contrôleur technique.

Il remettra à ses frais les exemplaires des documents nécessaires au Contrôleur Technique. Le Contrôleur technique est rémunéré par la maîtrise d'ouvrage.

1.6 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

Dans le cadre de la présente opération, la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, exécutée dans le cadre des dispositions de la loi n°93-1418 du 31 Décembre 1993 et des textes pris pour son application, en particulier le décret 94-1159 du 26 décembre 1994, relève de la catégorie 2, au sens de l'article R.4532-1 du code du travail et il sera rémunéré par la maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire est :

CCRBTP

50ter, rue de Ferrières
77600Bussy-Saint-Georges

M. Victor Rodrigues
06 35 36 80 36

Le titulaire de cette mission est appelé « coordonnateur SPS ou CSPS » dans la suite du présent CCAP.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est joint en annexe n°02 au présent C.C.A.P.

1.7 Coordination du système de sécurité incendie

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordinateur du système de sécurité incendie dont le titulaire est :

COSEBA
57 rue Benoit Malon
94 250 GENTILLY

1.8 Prise en charge des ouvrages existants et état des lieux

Avant toute exécution des travaux (pendant la période de préparation visée à l'article 4.2 du présent C.C.A.P.), l'entreprise titulaire du lot n°01 devra faire établir à ses frais un procès-verbal d'état des lieux contradictoire (bâtiment existant, abords, enceinte de chantier existant, etc...) par huissier en présence des Maîtres d'œuvre, de l'OPC, du Maître d'Ouvrage, faute de quoi, elle sera réputée responsable des dégradations qui seraient constatées par la suite. Ce constat contradictoire sera ensuite notifié aux titulaires de l'ensemble des lots.

ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHÉS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du Marché sont, par ordre de priorité décroissant :

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement du lot concerné ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières commun à tous les lots (CCAP) et ses annexes ;
 - o ANNEXE 1 – Plan général de coordination
 - o ANNEXE 2 – RICT
 - o ANNEXE 3 – Plan d'installation de chantier
 - o ANNEXE 4 – Rapport de mission de repérage du plomb avant travaux
 - o ANNEXE 5 - Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis avant réalisation de travaux
 - o ANNEXE 6 –Calendrier prévisionnel ind.0 du 20/01/25
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P. 00) commun à tous les lots
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propre au lot considéré et ses annexes éventuelles. Ces deux CCTP se complètent réciproquement
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) des autres lots
- Le dossier graphique et les plans du dossier ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire du lot concerné (DPGF) ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux visé à l'article 4.4 du présent CCAP, et ses modifications successives ;
- Le mémoire technique justificatif transmis par l'entreprise dans son dossier d'offre.

2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux ;
- CCS – DTU énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du Ministre de l'Économie, relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications apportées par l'Annexe 2 à cette circulaire ;
- Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;
- Le décret du 8 janvier 1965 et textes additifs relatifs à la sécurité et à l'hygiène dans les travaux de bâtiment ;
- Le guide de l'OPPBT : Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus covid-19.
- Le mémoire technique du titulaire y compris les courriers de négociation le cas échéant ce document comprend les dispositions que le titulaire se propose d'adopter pour l'exécution des prestations.

2.3 Échelles des plans – Documents écrits et informatiques

2.3.1 Échelle des plans

En cas de contradiction entre plusieurs pièces graphiques, la priorité sera donnée dans l'ordre décroissant de leur échelle (1/1 - 1/2 - 1/5 - 1/10, etc.).

2.3.2 Ordre de priorité entre les documents écrits et les documents informatiques

Au cours de l'exécution du marché, les intervenants pourront éventuellement être amenés à s'échanger des informations sous forme informatique (plans, notes, etc.).

Les documents informatiques seront toujours dupliqués sous forme écrite par l'émetteur à l'exception des projets de décompte.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents informatiques et les documents écrits, ces derniers prévaudront.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'acte d'engagement.

ARTICLE 3 PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

3.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique le cas échéant ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et mandataire, à ses cotraitants et à ses sous-traitants.

3.2 Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans objet.

3.3 Contenu du prix – Mode d'évaluation des prestations et règlement des comptes

3.3.1 Contenu du prix du marché

Les prix indiqués dans le marché sont hors T.V.A.

Il est réputé comprendre, conformément à l'article 9.1 du CCAG - Travaux, toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Le prix du marché est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux.

Le prix du marché comprend et tient compte, notamment :

- Des conditions d'exécution des travaux cités au 1.1 du présent CCAP.
- Des prestations telles que décrites dans le C.C.T.P.
- De la législation du travail ;
- Des frais d'amenée et de repliement des installations de chantier et de tous les matériels nécessaires (échafaudages, protections, nettoyage, engins de levage et de transport) ;
- Des frais résultants de l'application de la loi et des mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- Des frais d'implantation tels que définis à l'article 7 du présent CCAP ;
- Des frais d'établissement des études et des plans d'exécution ;
- Des frais relatifs à la fourniture et la présentation d'échantillons, de prototypes ;
- Des frais de contrôle des matériaux ;
- Des frais résultants des sujétions d'organisation du chantier, d'exécution, d'ordonnancement ou de coordination, notamment celles nécessaires à l'exécution simultanée des différents corps d'état intervenant dans le cadre du présent marché ;
- Les constats préalables d'état des lieux existants avant et après travaux ;

- Des frais d'études techniques, d'établissement et de mise à jour des plans d'exécution et de coordination puis d'établissement des plans conformes à l'exécution ;
- De l'ensemble des sujétions nécessaires au parfait achèvement des ouvrages objets du présent marché, y compris les éventuels dévoiements de réseaux existants (plomberie, chauffage, ...) nécessaires à la réalisation des travaux et à l'installation des équipements, objets du présent marché ;
- Des frais d'essais, de vérification de bon fonctionnement des installations ;
- Des frais d'établissement des relevés des dimensions et positions des ouvrages (relevés à fournir au maître d'œuvre pour l'établissement du dossier des ouvrages exécutés) ;
- Des frais de remise en état des lieux à la fin des travaux et de nettoyage pendant les travaux et avant réception ;
- De toutes les charges directes et indirectes découlant de l'application du présent CCAP et de ses annexes (frais d'assurances mentionnés à l'article 9.6 ci-après, frais de nettoyage du cantonnement mentionnés à l'article 8.5.3.ci-après, etc.) ;
- Des frais d'établissement, de reproduction et diffusion des documents à la maîtrise d'ouvrage, au maître d'œuvre, au contrôleur technique, au coordonnateur SSI, à la cellule de synthèse et au coordonnateur SPS ;
- Des incidences résultant des demandes et observations de la maîtrise d'œuvre, du contrôleur technique, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- De toutes sujétions résultant des dispositions des arrêtés municipaux pour les travaux exécutés sur le territoire de Paris et leurs finis éventuels ;
- Des frais découlant de la situation du site et de son environnement (interdiction de stationner à l'intérieur du site, difficulté de stationnement à l'extérieur du site, difficulté de livraisons, ...) ;
- Des frais relatifs à la nécessité éventuelle de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes et/ou pendant les jours normalement non ouvrés) et aux contraintes et sujétions d'exécution liées au maintien de l'activité du site, pendant toute la durée des travaux ; ce maintien peut impliquer des mesures d'isolement et de sécurité en permanence vis-à-vis du public, du personnel ou du matériel ainsi que des obligations à effectuer les travaux bruyants et les livraisons en horaires décalés. En effet, afin de permettre la continuité du fonctionnement des services, les travaux les plus bruyants, et ceux susceptibles de perturber leur fonctionnement, se dérouleront en horaire décalé (avant 9h00 le matin, après 19h00 le soir, le week-end).
- Des arrêts de chantier ou de certains postes de travail ou des conditions particulières de travail (travail de nuit, ...) sur demande du maître d'ouvrage ; en effet, compte tenu de la sensibilité de certaines zones situées à proximité des zones impactées par les travaux, le maître d'ouvrage peut être amené sans délai et sans justification à demander la suspension de tout ou partie du chantier ou l'exécution de nuit (par exemple) de certains travaux ;
- Des sujétions occasionnées par l'intervention simultanée des services concédés (eau, gaz, électricité, égouts, téléphone, ...) ;
- Des frais découlant de la nécessité de procéder, pour ménager l'intervention de l'entreprise titulaire, à la coupure et au rétablissement des réseaux techniques existants (eau, électricité, téléphone, chauffage) de tout ou partie du site par les entreprises compétentes responsables de l'exploitation et de la maintenance ;

- Des sujétions occasionnées par l'intervention simultanée sur le bâtiment d'autres entreprises dans le cadre de différents projets ;
- Des frais occasionnés par les dégradations causées aux voies publiques dont la réparation sera entièrement à la charge de l'entrepreneur responsable, par dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G. - Travaux ;
- Des frais occasionnés par les dégradations causées aux bâtiments existants et à leurs aménagements intérieurs dont la réparation sera entièrement à la charge de l'entrepreneur responsable ;
- Des frais éventuels afférents à l'obtention des autorisations administratives nécessaires au chantier, par dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G. – Travaux ;
- De l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes relatives à la sûreté (y compris les demandes d'interruption temporaire des travaux), émanant du maître d'ouvrage ;
- De l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes relatives à la sécurité (y compris les demandes d'interruption temporaire des travaux), émanant du Poste de Sécurité Incendie du site. Celui-ci assure l'exploitation des systèmes de sécurité incendie installés sur le site et, notamment, délivre les permis « feu ». Cela implique pour l'entreprise l'obligation de disposer sur le chantier des moyens de première intervention contre l'incendie, en nombre suffisant et disposés en accord avec le poste de sécurité incendie et le Coordonnateur SPS, dont un à disposition immédiate de l'ouvrier intervenant. En particulier, tout ouvrage de soudure sera suspendu 2 heures avant la fin de la journée de travail.
- Dans un contexte d'épidémie, des frais permettant au titulaire du marché de respecter l'ensemble des consignes émanant du gouvernement et du maître d'ouvrage visant à limiter la propagation du virus, et en particulier les préconisations de l'OPPBTP s'appliquant aux activités de la construction, et au respect des règles particulières éventuellement.

3.3.2 Installations de chantier

Outre les facilités dont bénéficiera le titulaire, dans les conditions fixées dans le cadre du CCTP et de la notice d'hygiène et de sécurité, pour la bonne exécution de leurs prestations, les prestations suivantes seront à la charge du titulaire du lot n° 01 :

Constats avant travaux des vestiaires, réfectoire et sanitaires mis à disposition par la MO.
Emprise chantier, cloisons provisoires, portes provisoires et tous autres aménagements provisoire nécessaire à l'opération.

Remise en état des locaux et des zones d'installations du chantier en fin de chantier ;

Zone de stockage et d'aire de livraison compris remise en état ;

Signalisation et balisage.

Entretien et remplacement si nécessaire durant toute la période de chantier.

Le maître d'ouvrage fournira à titre gratuit les prestations suivantes :

- Base vie (sous-sol B3) ;
- Consommation d'eau ;
- Consommation électrique.

3.3.3 Mesures particulières concernant l'organisation du chantier

L'entreprise devra se conformer à la réglementation concernant les accès au site et au règlement particulier de sécurité du site.

À cet effet :

Les demande d'accès du personnel et les demandes de livraison seront transmis 5 jours avant la date demandée.

Les « permis feu » feront l'objet d'une demande journalière déposée auprès du poste de commandement incendie du Palais de Justice de Paris situé dans la cour du Mai.

Des demandes de contrôle élémentaire seront nécessaires à l'ensemble du personnel des entreprises intervenant sur le chantier. A défaut, aucune entrée de personnel ne sera autorisée.

Des autorisations d'accès seront nécessaires à l'ensemble du personnel des entreprises intervenant sur le chantier ainsi qu'aux véhicules de livraison. Ces autorisations seront provisoires et délivrées sur présentation de la carte d'identité et d'une attestation de l'employeur ou du contrat de travail. Par ailleurs, une liste exhaustive du personnel autorisé à entrer sur le chantier doit être établie par chacun des titulaires des lots de l'opération et doit être transmise au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage. Un exemplaire de cette liste doit être conservé dans le cantonnement de chantier. Cette liste doit être mise à jour au moins de manière hebdomadaire. A défaut, aucune entrée de personnel ne sera autorisée.

En dehors des véhicules de livraison, aucun véhicule ne sera autorisé à stationner dans l'enceinte du site.

Afin de permettre la continuité du fonctionnement des services, les travaux les plus bruyants, et ceux susceptibles de perturber leur fonctionnement, se dérouleront en horaire décalé (avant 9h00 le matin ou après 19h00 le soir et le week-end).

Le maître de l'ouvrage se réserve ainsi le droit d'interrompre des travaux à tout moment, sans délai ni justifications.

L'ensemble de ces points sera précisé pendant la période de préparation de chantier, préalablement au démarrage des travaux.

3.3.4 Mode d'évaluation des ouvrages

Les ouvrages ou prestations, faisant l'objet du marché, seront réglés par l'application du prix global et forfaitaire stipulé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

3.3.5 Approvisionnements

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG - Travaux, il n'est pas prévu le versement d'acompte ou d'avance pour approvisionnements.

3.3.6 Règlement des prix des ouvrages ou des travaux non prévus

Les travaux qui seraient la conséquence de modifications que l'administration se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront réglés suivant les modalités prévues à l'article 13 du CCAG - Travaux.

Pour l'application de cet article, les entreprises intéressées devront fournir au maître d'œuvre, sous 5 jours ouvrés à dater de la demande de ce dernier, un devis de travaux détaillé et accompagné des métrés.

Par dérogation aux articles 13 et 14 du CCAG-Travaux, l'ordre de service ayant pour objet des prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix fixe le délai maximum dans lequel le titulaire doit transmettre au maître d'œuvre son devis. Ce devis devra être détaillé et accompagné des métrés ; il reprendra les codes et références figurant dans la D.P.G.F. ou les sous-détails de prix d'unité.

Par dérogation, aux articles 13 et 14 du CCAG-Travaux, l'ordre de service fixant les prix provisoires des prestations supplémentaires ou modificatives intervient au plus tard dans un délai de 5 jours à compter de la réception du devis par le maître d'œuvre.

Dans le cas où le titulaire omettrait de transmettre ces éléments dans les délais impartis, le maître d'œuvre pourra établir un ordre de service sur la base de prix provisoires.

Par dérogation aux articles 3.8.2, 13 et 14 du CCAG-Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires fixés par ordre de service si, dans le délai de 10 jours à compter de la notification de l'ordre de service, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet, d'un avenant, signé des deux parties conformément à l'article 13.5 du CCAG Travaux.

Sous détails de prix d'unité.

La décomposition du prix forfaitaire est accompagnée de sous-détails de prix d'unité.

Pour l'application des dispositions des articles 10.3 et 14 du CCAG - TRAVAUX, les prix d'unité, qui pourront être demandés au titulaire par ordre de service tout au long de l'exécution du présent marché, seront décomposés de la façon suivante :

Pour un prix d'unité concernant la prestation suivante :

A - Fournitures

Quantités (1) x prix d'achat (1) =
 Quantités (2) x prix d'achat (2) =
 Quantités (2) x prix d'achat (2) =
 Ensemble = _____

x 1 coefficient pour livraison,
 manutentions, tous transports
 à pied d'œuvre, stockage =

B - Main d'œuvre

Suivant qualifications des divers intervenants sur chantier

Quantités d'heures (3) x à l'heure
 salaire brut =
 Quantités d'heures (3) x à l'heure
 salaire brut =
 Ensemble ... = _____

x 1 ... coefficient (4) charges sociales =
 Ensemble déboursé = _____

x 1,... coefficient de vente (frais généraux
 aléas, bénéfices, soit prix de vente) =
 =====

Ce prix de vente (P.V.) étant celui figurant, pour l'ouvrage considéré, dans la décomposition du prix global forfaitaire.

(1) du matériau principal de la construction

(2) des matériaux accessoires

(3) en fractions décimales d'heures figurent ici les temps unitaires passés par les intervenants sur le chantier dans les diverses qualifications y compris maîtrise, chef d'équipe, HQ, OQ et OS, de manière à permettre la composition d'éventuels prix nouveaux d'ouvrages imprévus.

(4) ce coefficient peut être relevé dans les publications officielles.

3.3.7 Variation dans la masse des travaux

Par dérogation à l'article 14.4 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre et le représentant du pouvoir adjudicateur, deux mois au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG-Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur peut notifier au titulaire une décision de diminution du montant des travaux.

Par dérogation aux articles 14.3 et 15.1 du CCAG - Travaux, et concernant les seuls marchés à prix forfaitaire, il est précisé que l'augmentation ou la diminution limite au-delà de laquelle le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice éventuellement subi est portée à 15 % du montant contractuel des travaux pour les marchés à prix forfaitaire.

3.4 Variation dans le prix

3.4.1 Prix des marchés

Les prix des marchés sont forfaitaires et révisables suivant les modalités fixées au 3.4.3 et 3.4.4.

3.4.2 Mois d'établissement des prix

Les prix des marchés sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « m0 travaux » fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

3.4.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi pour chacun des lots en raison de leur structure pour la révision des prix des prestations est :

LOT 01 – GROS ŒUVRE – CURAGE - DEPLOMBAGE ; BT06 (100%)

LOT 02 – SERRURERIE ; BT43 (100%)

LOT 03 – PLATRERIE-SOLS-REVETEMENTS-PEINTURE ; BT018a (20%), BT 08 (20%), BT 50 (30 %), BT 46 (30%)

LOT 04 – PLOMBERIE ; BT38 (100%)

LOT 05 - COURANTS FORTS et COURANTS FAIBLES ; BT47 (100%)

3.4.4 Modalités de révision des prix

La révision est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient (C) de révision donnée par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_m}{I_0}$$

Dans laquelle :

I_0 : index BT du mois m_0 (mois d'origine),

I_m : index BT du mois m (mois de révision).

Cet index I_m est déterminé comme suit, dernier index connu au mois d'exécution des prestations.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

3.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

3.6 Paiements des sous-traitants

3.6.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

En même temps que sa demande de sous-traitance visée à l'article 3.6 du CCAG - Travaux, l'entrepreneur qui envisage de recourir à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct remet à la personne habilitée à signer le marché :

- Soit la copie conforme de son marché qui lui a été délivrée, afin que la personne habilitée à signer le marché en modifie la formule d'exemplaire unique.
- Soit une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement établi et, s'il y a lieu, les variations ultérieures de ce montant.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne habilitée à signer le marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - o Les modalités de calcul de versement des avances et acomptes ;
 - o La date (ou le mois) d'établissement des prix ;
 - o Les modalités de variation de prix ;
- Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses.
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique
- Le comptable assignataire des paiements.
- Si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement du sous-traitant.

En application des dispositions de l'article 3.6 du CCAG - Travaux, le sous-traitant ne pourra commencer à intervenir sur le chantier, qu'après acceptation et agrément de ses conditions de paiement par la personne habilitée à signer le marché, et sous réserve que le sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L.4532-9 du code du travail.

3.6.2 Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA.

3.7 Modalités de règlement des comptes

3.7.1 Règlement des comptes des marchés

Il se fait par des acomptes mensuels et un solde, établis et ordonnancés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG - Travaux.

Les acomptes mensuels et le solde seront produits au contrôle du maître d'œuvre.

3.7.2 Remises des projets de décompte au maître d'œuvre

L'entrepreneur envoie au maître d'œuvre via le portail « Chorus Pro » dans le cadre de son obligation de dématérialisation des factures son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement sur papier à en-tête comportant les indications suivantes :

- La désignation des parties contractantes du marché (titulaire et maître de l'ouvrage) et, le cas échéant, des sous-traitants payés directement (nom et prénoms s'il s'agit d'une personne physique ou dénomination sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale) ;
- Le numéro et la date du marché et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux ;
- L'objet succinct du marché « PJP Souricière » ;
- Tranche fonctionnelle « TF057 694 », indiquée en première page du marché,
- La période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.

Le récapitulatif des travaux exécutés par l'entrepreneur devra respecter le récapitulatif de la décomposition du prix global et forfaitaire, sous peine de rejet de son projet de décompte mensuel par le maître d'œuvre.

3.7.3 Paiement des acomptes et du solde

Les délais dont dispose le maître de l'ouvrage pour procéder au paiement des acomptes et du solde sont de 30 jours :

- Pour les acomptes, à compter de la date à laquelle le projet de décompte est remis par l'entrepreneur au maître d'œuvre ;
- Pour le solde, à compter la date de réception de la facture finale.

En cas de dépassement de ce délai, les sommes non payées produisent intérêts au taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne, augmenté de 8 points de pourcentage. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € sera également versée au titulaire.

ARTICLE 4 DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS – PRIMES

4.1 Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé à l'article 5 de l'Acte d'Engagement.

Le délai global d'exécution de l'ensemble des travaux (période de préparation comprise) est fixé à l'article 5 de l'acte d'engagement. Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent C.C.A.P.

Le calendrier détaillé d'exécution, réalisé et validé lors de la période de préparation de chantier, fixe le détail du délai d'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette opération un OPC est missionné, le calendrier d'exécution est précisé dans les pièces contractuelles du marché.

4.2 Période de préparation de chantier

Le présent marché comporte une période de préparation d'une durée de 2 semaines. Cette période est incluse dans le délai d'exécution du marché.

Il est procédé, avant tout commencement d'exécution des travaux et au cours de cette période et conformément aux articles 28.2, 28.3 et 29 du CCAG-Travaux, aux opérations énoncées suivantes :

- Établissement et remise au maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux et de ses annexes dans les conditions fixées à l'article 4.2 du présent CCAP ;
- Élaboration et remise au maître d'œuvre et à l'OPC du calendrier détaillé d'exécution des travaux dans les conditions fixées à l'article 4.4 du présent CCAP ;
- Établissement et remise au maître d'œuvre d'une liste prévisionnelle des plans d'exécution,
- Établissement et remise au maître d'œuvre d'une liste prévisionnelle d'échantillons,
- Élaboration et remise au maître d'œuvre du calendrier de réalisation des prototypes,
- Établissement et remise au CSPS du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) et du plan de prévention (pour les travaux diffus dans le château);
- Établissement et remise au maître d'œuvre du programme des études d'exécution ;
- L'ensemble des pièces devra être remis au représentant du pouvoir adjudicateur sous format « .pdf » pour ce qui concerne les documents écrits et sous format « .pdf » et « autocad » pour les plans.
- Par dérogation aux articles 28.2.2 et 28.2.3 du CCAG-Travaux, le délai de remise de ces documents est :

- De 10 jours pour le programme d'exécution des études et travaux et ses annexes, à compter du démarrage du délai d'exécution,
- De 10 jours pour le calendrier détaillé d'exécution, à compter du démarrage du délai d'exécution,
- De 10 jours pour la liste prévisionnelle des plans d'exécution, à compter du démarrage du délai d'exécution,
- De 10 jours pour la liste prévisionnelle d'échantillon/prototypes, à compter du démarrage du délai d'exécution,
- De 10 jours pour le calendrier des prototypes, à compter du démarrage du délai d'exécution,
- De 5 jours pour le PPSPS et le plan de prévention à compter de la visite préalable avec le CSPS (ou de la visite des zones en dehors du chantier où seront réalisées des interventions),

Les rectifications qui seraient demandées au titulaire devront être faites dans un délai de 5 jours.

En cas de retard dans l'établissement, la remise ou la rectification de ces pièces, il sera fait application de la pénalité fixée à l'article 4.7.2 du présent CCAP.

4.3 Programme d'exécution des travaux

En complément de l'article 28.2.1 du CCAG-Travaux, le programme d'exécution des travaux et ses annexes devront préciser :

- Les moyens en homme et en matériel que le titulaire prévoit de mettre en place,
- Le type, le nombre et les caractéristiques des engins principaux et matériels devant travailler sur le chantier et qui devront être compatibles avec le programme du titulaire, les travaux à réaliser, les contraintes du site et les préconisations du CCTP commun.
- La provenance de tous les matériaux, ainsi que les noms et adresses de tous les fournisseurs.
- Les possibilités de contrôle systématiques prévues sur le matériel de fabrication, d'une part, et sur le produit fabriqué, d'autre part, ainsi que le nom du responsable de l'autocontrôle.
- Les plans d'aménagement des emprises et des installations de chantier montrant les accès et les circulations dans les différentes phases de travaux :

Nota : les plans d'installations de chantier mentionneront les aires de stockage et les circulations empruntées par le personnel de chantier (à l'intérieur du bâtiment et à l'extérieur), les dispositions que le titulaire propose de mettre en œuvre pour isoler autant que possible l'ensemble du chantier des zones publiques.

Le programme devra expliciter très précisément les mesures de prévention collective et protection individuelle. Toutes ces dispositions devant être strictement conformes au PGCSPPS et à la législation et réglementation applicable.

4.4 Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier prévisionnel des études et des travaux figurant à l'annexe 1 du C.C.A.P. sert à l'établissement du calendrier détaillé d'exécution sur la base des éléments fournis par les titulaires de chacun des lots.

- (a) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le pilote après consultation des titulaires de chacun des lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre, pour chacun des lots :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre,
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Les objectifs contractuels propres à chaque lot. Est défini comme "objectif contractuel" un délai particulier ou une date propre à un lot qui détermine l'intervention du titulaire d'un autre lot et qui conditionne le respect par ce dernier de son propre délai et de celui fixé pour l'ensemble des lots (chemin critique).

Après acceptation par les titulaires de chacun des lots, le calendrier détaillé d'exécution est remis au maître d'œuvre pour être soumis à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur.

- (a) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires de lots concernés, le pilote peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des travaux fixé à l'article 5 de l'acte d'engagement.
- (b) Par dérogation aux articles 4.1 et 28.2.3 du CCAG-Travaux, le calendrier détaillé d'exécution visé en a), éventuellement modifié comme il est indiqué en b), est rendu contractuel par ordre de service notifié aux titulaires de chacun des lots.
- (c) Le calendrier prévisionnel d'exécution demeure valable et s'applique tant que le calendrier détaillé d'exécution n'aura pas été validé.

C'est le calendrier prévisionnel d'exécution puis, une fois notifié par ordre de service, le calendrier détaillé d'exécution qui permettra la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des travaux de son marché et l'application des pénalités prévues.

Il est précisé qu'à l'occasion de la mise au point de ce calendrier, les titulaires de chacun des lots seront dans l'obligation d'accepter les contraintes techniques des délais imposés par les autres corps d'état.

4.5 Suivi des calendriers

Le suivi des calendriers sera effectué par le maître d'œuvre et l'OPC systématiquement toutes les semaines.

De plus, le constat d'avancement du chantier se fera chaque semaine. Pour cela, le titulaire remettra à une échéance fixe qui sera déterminée pendant la période de préparation de chantier, deux exemplaires de la feuille hebdomadaire sur laquelle il sera porté pour la semaine écoulée :

- Les avances ou retards constatés,
- Les motifs des retards,
- Les prévisions de rattrapage,
-

En cas de retard du titulaire de tâches sur le chemin critique, donc sans marge libre et décalant le délai global de livraison, le maître d'œuvre pourra à tout moment lui prescrire de définir dans le délai de 5 jours les moyens exceptionnels à mettre en œuvre pour rattraper le retard.

A défaut par le titulaire d'avoir satisfait à la demande du maître d'œuvre dans le délai susvisé, celui-ci pourra lui notifier un calendrier de rattrapage.

Dans les deux cas, le titulaire devra examiner en conséquence l'organisation de ses travaux. Les conséquences de ce remaniement seront aux frais du titulaire.

Les difficultés qu'il pourra rencontrer pour effectuer ce remaniement ne pourront, en aucun cas, justifier une demande de prolongation des délais, ni l'autoriser à présenter une réclamation basée sur ce chef.

4.6 Prolongation de délai pour intempéries

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG - Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à zéro jour.

4.7 Pénalités

4.7.1 Généralités

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par le maître d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage ou le CSPS du retard par rapport notamment :

- Aux défauts de nettoyage des espaces du chantier durant son exécution ;
- Aux délais d'exécution ;
- Aux dates d'exécution, notifiées par Ordre de Service et relatives à des tâches ponctuelles d'études ou d'exécution ;
- Aux dates fixées pour le nettoyage et la remise en état du chantier ;
- Aux dates et heures de rendez-vous de chantier ;
- Aux dates fixées pour la remise de documents.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du C.C.A.G-Travaux.

L'application des pénalités ou retenues de retard sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire. Elles ne sont pas assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-Travaux, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

4.7.2 Pénalités pour retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents

En cas de dépassement des délais fixés pour la remise des pièces prévues à l'article 4 du présent CCAP, le titulaire encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard et par document est fixé à 200 € HT.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du maître d'œuvre.

4.7.3 Pénalités en fin de travaux

En cas de dépassement du délai global d'exécution des travaux, il sera fait application des dispositions de l'article 19.2 du C.C.A.G. – Travaux, sous réserves des dérogations au présent CCAP.

4.7.4 Retenues intermédiaires et pénalités définitives

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, des retenues intermédiaires pourront être appliquées en cas de retard dans l'exécution des tâches critiques figurant au calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 4.4 du présent CCAP ou de tâches devenues critiques, sur simple constatation par le maître d'œuvre.

Le montant H.T. de la retenue journalière intermédiaire sera de : M

où : M = montant H.T. global du marché 3000

Ces retenues sont transformées en pénalités définitives si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- Ou le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- Ou le titulaire -bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai - a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

4.7.5 Autres pénalités

4.7.5.1 Respect des Consignes de Sûreté – Sécurité – Hygiène – Gestion des déchets – Lutte contre le travail dissimulé

Tout manquement ou infraction aux dispositions décrites au PGCSPS, au CCAP et au CCAG-Travaux entraînera l'application d'une pénalité de 300 € HT par manquement et/ou par jour de retard constaté par le CSPS, le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre.

En cas de non-respect des consignes relatives à la coactivité chantier/utilisateur, le titulaire encourt une pénalité par infraction constatée et par jour calendaire fixée à 300€ HT.

En cas de présence sur le site d'un ouvrier non habilité (absence de badge d'autorisation), il sera appliqué à l'entreprise titulaire du présent marché une pénalité forfaitaire égale à 300€ HT par infraction constatée et consignée au registre journal ou journal de chantier.

4.7.5.2 Retard et absence aux réunions de chantier, rendez-vous de chantier, réunion de coordination et réunion de synthèse

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à une réunion de chantier ou à une visite de chantier à laquelle elle a été dûment convoquée, il sera appliqué à l'entreprise titulaire du présent marché une pénalité forfaitaire égale à 300€ HT.

4.7.5.3 Retard dans le nettoyage

En cas de retard dans le nettoyage du chantier, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire fixée à 300€ HT sur le délai imposé par le maître d'œuvre pour remédier à cette défaillance.

En cas de retard dans l'évacuation des gravois hors chantier, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire fixée à 300€ HT sur le délai imposé par le maître d'œuvre pour remédier à cette défaillance.

4.7.5.4 Production des documents visés aux articles D.8222-5 et 7 du Code du travail

Sur demande écrite du représentant du pouvoir adjudicateur, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à l'article 8.13 du présent CCAP (articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité journalière de 100 € HT sera appliquée par jour de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du pouvoir adjudicateur aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L8222-6 du Code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

4.7.5.5 Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux et de responsabilité civile décennale

Le titulaire est tenu de justifier :

- qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile (y compris celle du fait des sous-traitants de niveau 1) et couvrant les conséquences pécuniaires des dommages (y compris du fait de la pollution accidentelle) corporels, matériels et immatériels causés au tiers y compris le maître d'ouvrage et le représentant du pouvoir adjudicateur du fait notamment de l'exécution des travaux objet du marché ;
- Qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivant et à l'article 2270 du Code Civil, et présenter l'attestation d'assurance correspondante.

Le délai de communication des attestations d'assurances par le titulaire à la maîtrise d'ouvrage est fixé à 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100 € HT par jour de retard.

4.7.5.6 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que les délais impartis comprennent ceux nécessaires au repliement des installations du chantier et à la remise en état des lieux (installation des vestiaires, bureaux, sanitaires de chantier, postes de travail et aires de chantier).

Conformément à l'article 37.1 du C.C.A.G.-Travaux, les matériels et matériaux sans emploi seront évacués au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Tout retard constaté sur ces opérations sera sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

En outre, après mise en demeure à la suite de la constatation d'un tel retard, ces prestations seront exécutées aux frais du titulaire sans préjudice de l'application de la pénalité définitive fixée à l'article 4.7.3 du présent C.C.A.P.

4.7.5.7 Délais et retard dans la remise des documents fournis après exécution

En application de l'article 40 du C.C.A.G. - Travaux, en cas de retard dans la remise des documents fournis après exécution, le titulaire encourt la pénalité de 200 € HT par jour de retard.

Des retenues intermédiaires pourront être appliquées.

4.7.5.8 Retard dans la levée des réserves à la réception

En cas de retard dans la levée des réserves relevant de l'article 41.6 du CCAG-Travaux, le titulaire encourt la pénalité de 200 € HT par jour de retard par réserve non levée.

4.7.5.9 Réfections pour imperfections techniques

En attente d'un accord entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire, les imperfections et malfaçons éventuelles pouvant relever de l'article 41.7 du CCAG-Travaux feront l'objet d'une réfection provisoire de 10% du montant hors T.V.A. des travaux correspondants, tel qu'il résulte de la décomposition du prix forfaitaire et des sous détails des prix.

4.7.5.10 Autres pénalités

Toute clé de local du bâtiment, prêtée à l'entrepreneur et non restituée au maître d'ouvrage, fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 200 € HT, applicable au solde du marché.

En cas de non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier, le titulaire encourt une pénalité par infraction constatée et par jour calendaire fixée à 300 € HT. Tout manquement ou infraction aux dispositions décrites au PGCSPPS, au CCAP et au CCAG-Travaux entraînera l'application d'une pénalité de 300 € HT par manquement et/ou par jour de retard constaté par le CSPPS, le pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre.

En cas de non-respect des consignes relatives à la coactivité chantier/utilisateur, le titulaire encourt une pénalité par infraction constatée et par jour calendaire fixée à 300€ HT.

En cas de présence sur le site d'un ouvrier non habilité (absence de badge d'autorisation), il sera appliqué à l'entreprise titulaire du présent marché une pénalité forfaitaire égale à 300€ HT par infraction constatée et consignée au registre journal ou journal de chantier.

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets et le respect de l'environnement, l'entreprise en infraction encourt, sur constatation de la maîtrise d'œuvre ou du CSPS, avec mise en demeure préalable non suivie d'effets, une pénalité fixée à 300€.

En cas de retard dans la demande d'acceptation d'un sous-traitant au-delà du délai fixé par la mise en demeure du maître d'ouvrage : 600 € HT par jour calendaire de retard.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre par dérogation à l'application de l'article 19.2.4 du CCAP travaux ;

Toutes les pénalités objets des articles ci-avant sont cumulables.

ARTICLE 5 CLAUSES DE FINANCEMENT

5.1 Retenue de garantie

Sans objet.

5.2 Avance

Une avance sera versée au titulaire conformément aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la Commande publique et à l'article 10.1 option A du CCAG, sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

Son montant est fixé à 30 % du montant TTC des prestations du marché. Son paiement sera effectué à compter de la notification du marché dans les conditions prévues à l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Ce montant ne sera ni révisé ni actualisé.

Le remboursement de cette avance commencera lorsque le montant cumulé des demandes d'acompte présentées par le titulaire atteindra ou dépassera 60 % du montant initial TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial TTC du marché.

5.3 Autres avances

Aucune autre avance ne sera versée au titre de l'exécution du marché.

ARTICLE 6 PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

6.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Par dérogation aux articles 23.2 et 23.3 du C.C.A.G.-Travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage avec tous les documents justificatifs, au moins six (6) semaines avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité et l'accord préalable du maître d'œuvre, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects découlant de retard ou d'arrêt du chantier.

Lorsque le choix est laissé à l'entrepreneur, les matériels et matériaux doivent être soumis à l'acceptation du maître d'œuvre.

6.2 Mise à disposition de carrière ou de lieu d'emprunt

Sans objet.

6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG - Travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualité des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Le CCTP précise les matériaux, produits ou composants de construction qui feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché, soit en cours d'exécution, soit à la réception des travaux. Par dérogation à l'article 38 du CCAG – Travaux, si le résultat de ces essais et vérifications est défavorable à l'entrepreneur, celui-ci en supporte le coût. Dans le cas contraire, le maître d'ouvrage en supporte le coût. Dans tous les cas, la fourniture des matériaux nécessaires aux essais reste à la charge de l'entrepreneur.

6.4 Échantillons

Il appartiendra au titulaire de présenter à ses frais dans les délais, à l'approbation du maître d'œuvre, tous les échantillons et modèles ou maquettes d'éléments demandés aux C.C.T.P. Les échantillons témoins conservés dans un local du bureau de chantier ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans les ouvrages.

Lorsque les C.C.T.P. prévoient des essais destructifs pour certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu) les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

L'appréciation de la similitude des matériaux présentés par le titulaire avec les matériaux de référence prescrits aux C.C.T.P. appartiendra au maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 23 du CCAG-Travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au MOE avec tous les documents justificatifs, au moins six (6) semaines avant la date prévisionnelle d'approvisionnement.

En cas de divergence de vue avec le titulaire en ce qui concerne cette similitude, celui-ci sera tenu de fournir les matériaux de référence eux-mêmes.

Les dates de présentation des échantillons seront déterminées le maître d'œuvre pour permettre le respect des dates fixées au calendrier.

Les retards qui surviendraient du fait de la non-observation de la prescription précédente seront sanctionnés comme des retards d'exécution visés à l'article 4.7 du présent CCAP.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée avant l'accord du maître d'œuvre sur les échantillons présentés.

6.5 Prototypes

Chaque CCTP précise les différents prototypes à présenter et prévus au lot.

Un calendrier de réalisation des prototypes sera établi avec la maîtrise d'œuvre puis suivi par celui-ci.

Les prototypes feront l'objet d'un agrément du maître d'œuvre, après quoi ils ne pourront plus être modifiés.

Ils seront conservés sur le chantier dans un lieu arrêté en accord avec le maître d'œuvre, et ne pourront, sauf dérogation explicite, être récupérés pour être incorporés dans l'ouvrage.

Le coût des prototypes est réputé inclus dans le montant du prix global et forfaitaire du marché concerné.

Le titulaire les évacue à la demande de la maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 7 IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 Piquetage général

Sans objet

7.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterres

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG - Travaux, chaque entrepreneur fera préalablement à toute exécution de travaux et à ses frais, toutes recherches ou sondages susceptible d'apporter des informations sur la présence, la nature et le cheminement des ouvrages, canalisations et câblage enterrés relevant des réseaux communs du site du bâtiment et situés dans l'emprise de l'exécution des prestations à sa charge.

Aucune modification, déplacement, rupture d'alimentation ou de transport d'énergie ou d'informations sur les réseaux existants ne pourra être réalisée sans l'accord préalable du maître d'œuvre.

7.3 Repères d'implantation et de nivellement

Par dérogation aux articles 27 et 38 du C.C.A.G-Travaux, en cas de contestation entre deux ou plusieurs titulaires de lot sur les tracés de nivellement et implantation, un contrôle sera effectué à l'initiative du maître d'œuvre par un géomètre extérieur au chantier. Les honoraires de ces interventions de contrôles seront à la charge du titulaire fautif.

ARTICLE 8 CONNAISSANCE DU SITE - PLAN EXÉCUTION - COORDINATION DE CHANTIER - CONTRAINTES DE SITE - RESPONSABILITÉ - SECRET PROFESSIONNEL – TRAVAIL DISSIMULE

8.1 CONNAISSANCE DES LIEUX ET DE TOUS LES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES TRAVAUX - VERIFICATION PREALABLE.

Le titulaire est réputé avoir avant la remise de son offre :

- Pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance.
- Procédé à une visite détaillée du terrain et des existants, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.)
- Contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le C.C.T.P., s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels près du maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Services Municipaux, Service des Eaux, Gaz de France, Électricité, Télécom, etc....).

La responsabilité du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

8.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Études d'exécution

Les plans d'exécution, notes de calcul, études de détail seront établis par le titulaire. Ce dernier soumettra l'ensemble de ces documents au visa du maître d'œuvre et à l'avis du contrôleur technique dans les conditions indiquées ci-après.

Sur la base des documents signés du dossier du marché (pièces graphiques et pièces écrites établies par le maître d'œuvre), chaque entrepreneur doit établir, à ses frais et sous sa responsabilité, conformément aux dispositions fixées à l'article 29 du CCAG - Travaux, les plans d'exécution des ouvrages, les spécifications techniques détaillées, les notes de calculs et notes techniques, les plans de fabrication et de chantier et tous documents non listés mais nécessaires à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages.

Les pièces graphiques jointes au dossier marché ont été cotées par le maître d'œuvre ; néanmoins, compte tenu que les ouvrages à réaliser se situent pour partie dans l'emprise d'ouvrages existants conservés, chaque entrepreneur doit s'assurer, d'une part, sur place que les cotes portées sur les plans des ouvrages existants sont concordantes et suffisantes et, d'autre part, doit s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles au préalable à l'établissement de ses plans. Si l'entrepreneur détecte une erreur ou une contradiction entre les indications portées sur les plans de la maîtrise d'œuvre et les renseignements pris sur le site, il doit le signaler immédiatement par écrit au maître d'œuvre qui prendra les dispositions qui s'imposent pour remédier à l'état de fait.

Ces études (plans, notes de calculs, ...) doivent être remises au visa du maître d'œuvre et du contrôleur technique en 5 exemplaires, l'entrepreneur gardant la responsabilité des études d'exécution de l'ouvrage. Il est spécifié que le visa des documents par le maître d'œuvre et le contrôleur technique laisse à l'entrepreneur la totalité de la responsabilité pour ce qui est de l'exécution des ouvrages. L'entrepreneur demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'exécution. Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et des travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le maître d'œuvre et le contrôleur technique, pour se soustraire à ses obligations contractuelles, ou pour en diminuer la portée.

En application de l'article 29.1.5 alinéa 2 du CCAG - Travaux, l'entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu en temps utile le visa du maître d'œuvre et du contrôleur technique sur les documents nécessaires à leur exécution. Dans le cas où il mettrait en œuvre ou en fabrication des prestations avant l'obtention de ces visas, il conservera la responsabilité des conséquences de tous ordres pouvant en découler : refus de l'ouvrage, dépose, démolition ou réfection.

Par dérogation à l'article 29.1.5 alinéa n°3, le délai accordé au maître d'œuvre pour apporter son visa est de 4 jours ouvrés à compter de la réception de ces documents. Celui accordé au contrôleur technique est également de 4 jours ouvrés.

Les documents établis par l'entrepreneur ne peuvent en aucun cas modifier les dispositions du marché, sauf dérogation expresse qui serait alors notifiée par ordre de service.

Les plans d'exécution seront accompagnés autant que nécessaire :

- Des notices explicatives et justificatives,
- Des notices et caractéristiques des matériaux et matériels utilisés, notamment des

P.V. d'essais,

- Des méthodes d'essais éventuels,
- Du mode d'exécution et phasage,
- De la nomenclature des composants,
- Des avant-métrés.

Dans le cas de calculs effectués par ordinateur, le titulaire devra fournir :

- La description détaillée de la méthode de calcul et les caractéristiques du programme utilisé,
- La liste des données,
- La liste des résultats,
- Une note expliquant et commentant les résultats.

Chaque entrepreneur a la charge de la fourniture de chacun des documents visés dans le présent article, au format numérique (DWG pour les plans). Les clés USB seront diffusées à la demande du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

8.3 MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

8.4 Organisation, Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

8.4.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS », conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs et de ses décrets d'application.

8.4.2 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, explosion, etc.) ou du public, le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

8.4.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS

8.4.3.1 Libre accès au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier et aux installations de chantier.

8.4.3.2 Obligations du titulaire

- Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :
 - o Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - o La liste tenue à jour des personnes pour lesquelles il demande une autorisation d'accès au chantier ;
 - o Dans les 5 jours qui suivent la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
 - o Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
 - o La copie des déclarations d'accident du travail.
- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2.1 du présent CCAP.
- Le titulaire informe le coordonnateur SPS :
 - o De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
 - o De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.
- Le titulaire donne suite pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.
- À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre-journal.

8.4.4 Incendie

Les dispositions à prendre contre les risques d'incendie seront arrêtées avec le maître d'œuvre, le CSPS et le service de sécurité incendie de l'Établissement, pendant la période de préparation et selon les préconisations fixées en annexes 2 au présent document.

L'entrepreneur devra, à ses frais, prendre toutes les dispositions utiles et observer toutes les consignes arrêtées en commun.

En particulier, il aura à sa charge l'établissement et la gestion des permis de feu en concertation avec le service assurant la sécurité incendie du Palais de Justice de Paris, y compris toutes dispositions et dépenses en découlant. Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, l'entreprise doit remplir un permis feu remis au service de sécurité de l'Établissement, au CSPS et maître d'œuvre conformément aux dispositions contenues dans le PGCSPS.

8.4.5 Obligations du titulaire vis-à-vis des sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

8.4.6 Démarches et autorisations administratives

Le maître d'ouvrage fait son affaire de l'obtention et de la délivrance des autorisations de construire nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché.

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur aura à sa charge, outre la constitution des dossiers relatifs aux autorisations d'occupations temporaires en surface du domaine public, celle relative aux permissions de voirie, aux autorisations de mise à disposition des emplacements nécessaires aux installations de chantier, aux dépôts et convoiement des déblais, à l'utilisation d'engins de chantier, les démarches auprès des concessionnaires, administrations et collectivités publiques concernées, ainsi que l'obtention de ces autorisations.

Il aura à sa charge le paiement des taxes, frais et redevances afférentes à ces autorisations.

Les différents états des lieux par constats d'huissiers sont à la charge de l'entrepreneur conformément aux clauses du CCTP.

8.4.7 Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-Travaux, les travaux de réparation des dégradations causées aux voies publiques sont en totalité à la charge de l'entrepreneur responsable de ces éventuelles dégradations.

8.4.8 Organisation du chantier

L'organisation du chantier devra être conforme aux recommandations du maître d'œuvre, du contrôleur technique, de l'inspection du travail et le cas échéant, du respect de l'ensemble des prescriptions du gouvernement et du maître d'ouvrage dans un contexte d'épidémie.

8.5 Exécution des travaux

8.5.1 Réunions de chantier

Elles ont lieu au moins une fois par semaine, aux jours et heures fixés par le maître d'œuvre et/ou la maîtrise d'ouvrage et sont obligatoires.

Chaque entrepreneur est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision, pendant la ou les période(s) de ses interventions sur le chantier ainsi que chaque fois qu'il a été spécialement convoqué.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée au présent CCAP et mention de cette absence est portée au procès-verbal de réunion.

Ces réunions de chantier devront notamment permettre de faire le point sur l'avancement des travaux, des résultats acquis au cours des réunions d'études et des problèmes à porter à la connaissance des différentes entreprises, maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS et contrôleur technique.

A chaque réunion de chantier, il sera établi par le maître d'œuvre un compte rendu dans lequel seront consignés notamment l'accord général des parties sur le compte rendu précédent, les observations résultant des réunions d'études ou de coordination et des visites de chantier, ainsi que l'état général d'avancement des études et des travaux.

Ce document aura toute valeur en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

8.5.2 Visites de chantier et de constatation

Elles ont lieu à l'initiative du maître d'œuvre aux jours et heures fixés et précèdent ou suivent dans tous les cas les réunions de chantier.

Chaque entrepreneur convoqué au plus tard 24 heures avant la visite est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par application de la pénalité fixée au présent CCAP.

Ces visites ont pour but la vérification des matériaux et de leur mise en œuvre, l'inspection des ouvrages et installations, la constatation de l'avancement des travaux, l'étude sur place de tous les problèmes qui se posent, d'analyser et corriger les enclenchements de tâches.

8.5.3 Nettoyage de chantier

Le maintien en activité des services et les caractéristiques des locaux dans lesquels se déroulent les travaux exigent une parfaite tenue du chantier (qualité du cantonnement, propreté du chantier et de ses abords, propreté des locaux traversés pour l'approvisionnement ou l'évacuation).

L'entreprise titulaire a la responsabilité du nettoyage dans le cadre des travaux du présent marché aussi bien à l'intérieur bâtiment (emprise de chantier, abords et cheminements empruntés) qu'à ses abords. L'entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux objet des présents marchés. Le nettoyage du chantier sera fait quotidiennement ; l'entreprise devra nettoyer et débarrasser de tout matériel et matériau sans emploi la zone en chantier. Seule la signalisation, le matériel nécessaire aux travaux en cours et les matériaux autorisés par le maître d'œuvre seront laissés en place. Le maître d'œuvre ou le représentant du maître de l'ouvrage pourra demander le nettoyage chaque fois qu'il le jugera nécessaire, et notamment fin de chantier avant les opérations préalables à la réception. Toute défaillance ou carence, concernant le nettoyage du chantier ou de ses abords, sera sanctionnée par application de la pénalité fixée au présent CCAP.

L'entreprise a la charge de la remise en état, du nettoyage ou de la réparation des installations qu'elle a salies ou détériorées. Le chantier doit être propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux faisant l'objet de l'opération.

Chaque entrepreneur a la charge :

- de la protection complète des installations et mobiliers présents dans tous les locaux soumis à une intervention dans le cadre de la présente opération ;
- du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations salies ou détériorées dans le cadre de l'exécution des travaux relatifs au présent marché ;
- de l'évacuation de tous les gravois, y compris de leur mise en décharge réglementaire. Les gravois ne devront pas être stockés à l'intérieur des locaux (dans ou en dehors de la zone de chantier) et devront être évacués par sacs étanches.

Chaque entrepreneur procédera au nettoyage du chantier et de ses accès chaque fois que l'état du chantier l'exigera et au moins une fois par jour pour les zones situées en dehors de l'emprise du chantier.

Les gravois ne devront pas être stockés à l'intérieur des locaux (dans ou en dehors de la zone de chantier) et devront être évacués par sacs étanches ou dans des bennes prévues à cet effet, à la charge de l'entreprise titulaire. L'évacuation des bennes de gravois aura lieu au fur et à mesure de leur remplissage et sera gérée par l'entreprise titulaire qui effectuera la gestion des arrivées et de l'enlèvement des bennes, ainsi que leur mise en décharge réglementaire.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG - Travaux, le maître d'œuvre pourra signifier sa carence à l'entreprise en l'absence de nettoyage ou d'évacuation des gravois par simple lettre ou par observation au compte rendu de chantier. Sans réaction de l'entreprise dans un délai de 1 jour à compter de l'intervention du maître d'œuvre, celui-ci pourra demander l'intervention d'une entreprise de son choix pour nettoyer et/ou évacuer les gravois. Cette intervention sera supportée financièrement par l'entreprise titulaire et de par déduction sur la demande d'acompte de l'entreprise.

L'entreprise titulaire a la charge de la remise en état ou réparation des installations salies ou détériorées dans le cadre des travaux des présents marchés.

8.5.4 Interventions sur les réseaux techniques

Certains travaux nécessiteront une coupure des réseaux techniques existants (eau, électricité, téléphone, informatique, chauffage, monte charges) de tout ou partie du bâtiment.

Ces coupures devront être rigoureusement planifiées entre l'entreprise titulaire, le maître d'ouvrage, le service exploitation et l'entreprise exploitante compétente afin qu'une date soit définie avant la coupure effective. Les purges, coupures, dérivations, connexions et rétablissement nécessaires... seront réalisées par l'entreprise exploitante. Leur coût sera entièrement supporté par l'entreprise titulaire.

8.5.5 Responsabilité des ouvrages

Le titulaire est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception, même s'ils sont utilisés provisoirement pendant le chantier.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder la bonne marche des travaux quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances, titulaires des autres lots, etc.

8.5.6 Secret professionnel

Le titulaire et ses collaborateurs sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de leur mission.

Ils ne pourront faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Ils ne pourront pas communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du maître d'ouvrage.

Le titulaire et le maître d'ouvrage s'engagent, chacun pour sa part, à ne divulguer aucune information confidentielle qui, émanant de l'autre partie, pourrait parvenir à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

8.5.7 Travail dissimulé

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au maître d'ouvrage, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

ARTICLE 9 CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES OUVRAGES

9.1 Essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP seront exécutés en usine ou sur le chantier par l'entrepreneur suivant les directives et en présence du maître d'œuvre et du contrôleur technique.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du CCAG - Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais et contrôles.

9.2 Réception

En application de l'article 41.1 du CCAG - Travaux, l'entreprise avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront achevés.

Postérieurement à la réception de cet avis, la procédure de réception se déroule comme stipulé dans les articles 41 et suivants du CCAG - Travaux.

9.3 Documents fournis après exécution

L'élaboration du dossier des ouvrages exécutés (plans de récolement, schémas, notices, etc.) est à la charge de l'entrepreneur sous la forme définie ci-après, y compris toutes pièces utiles au coordonnateur SPS pour la constitution du dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages (DIUO) et au coordonnateur SSI pour la mise à jour du dossier d'identité.

Les DOE seront transmis au maître d'œuvre pour vérification et validation, puis au maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 40 du CCAG, les documents nécessaires à la constitution d'un dossier de maintenance et comportant : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements et les constats d'évacuation des déchets ; sont à fournir par le titulaire au maître d'œuvre pour vérification puis validation, au plus tard lorsque le titulaire demande la réception des travaux.

Le non-respect du présent article sera considéré comme constituant une réserve dans le cadre de la réception des travaux et elle ne pourra pas être prononcée avant que le maître d'ouvrage soit en possession de l'ensemble de ces documents. Par ailleurs le non-respect du présent article expose le titulaire à l'application des pénalités prévues à l'article 4.7 du présent CCAP

9.4 Présentation

Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) sera remis au maître d'œuvre dans les délais définis à l'article 40 du CCAG - Travaux. Par dérogation à ce même article, le DOE sera fourni en quatre exemplaires (4) papier plus un exemplaire sur support informatique (les plans y seront sous format DWG, la couche architecturale étant fournie par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage).

Les documents nécessaires à la mise à jour du dossier d'identité du SSI établis par le titulaire du marché seront transmis en 3 exemplaires au coordonnateur SSI pour vérification et validation.

Chaque exemplaire du dossier DOE (sauf l'exemplaire reproductible) se présentera sous la forme d'un, ou plusieurs, classeurs qui contiendront tous les documents (pièces écrites et plans perforés).

Chaque classeur (contenant les pièces écrites, graphiques et photographiques) devra être soigneusement étiqueté avec toutes les références nécessaires (intitulé de l'opération, nom de l'entreprise, numéro d'ordre du classeur). Le premier classeur devra comporter le sommaire complet de l'ensemble du dossier (liste des pièces écrites et des plans), chaque classeur devant comporter son sommaire particulier. Tous les documents devront comporter sur le cartouche, la mention DOE en gros caractères.

9.4.1 Contenu

Le dossier DOE comprendra les pièces suivantes :

Pièces écrites :

Les documents devront être parfaitement lisibles, imprimés sur une seule face et rédigés en langue française.

Les pièces écrites comprendront notamment :

- Les notes de calcul ayant permis l'établissement et la définition des ouvrages suivant spécifications du CCTP mises à jour ;
- Les fiches de spécifications techniques détaillées concernant les matériels, matériaux, équipements, composants et devant mentionner l'ensemble des caractéristiques techniques de l'équipement ainsi que les certificats de conformité et d'homologation établis par les organismes agréés, le procès-verbal de réaction et stabilité au feu, les fiches d'auto contrôle, les notices de fonctionnement et d'entretien des installations ;
- Les licences d'utilisation des logiciels installés ;
- Les carnets de maintenance concernant les équipements qui doivent faire l'objet d'une maintenance spécifique et mentionnant :
 - La liste des opérations de surveillance et de contrôle à effectuer ;
 - Le détail des manœuvres liées à la conduite ou à l'utilisation de l'équipement ;
 - Le tableau d'anomalies comportant : symptôme, cause, remèdes ;
- Les différents procès-verbaux de réception ou d'essai établis au cours du chantier ;
- Les rapports des contrôleurs techniques.

Pièces graphiques :

Les documents graphiques remis par l'entreprise au titre des DOE devront être conformes à l'exécution. Ils devront recevoir l'approbation du maître d'œuvre. L'entreprise veillera à l'uniformité des repérages d'équipement entre les schémas de principe, schémas de distribution, plans des ouvrages et documents concernant l'équipement.

Les pièces graphiques comprendront notamment :

- Les plans de récolement des ouvrages exécutés avec un repérage du passage de l'ensemble des réseaux mis en œuvre, croquis d'ensemble à une échelle suffisante pour donner toutes indications nécessaires à l'entretien, au remplacement et à la réparation ;
- Les schémas de principe, de distribution et d'implantation ;
- Les plans de montage et d'installation : les ouvrages nécessitant un entretien, des réparations avec le remplacement pour bris ou usure, feront l'objet de documents graphiques accompagnés de notices de fonctionnement spécifiant les processus d'intervention pour entretien, démontage, remplacement.

Dossier photographique :

Un dossier de photos d'exécution d'ouvrages retraçant les différentes phases de mise en œuvre sera établi par l'entrepreneur de chaque lot. Le dossier photographique doit être fourni en trois exemplaires originaux et une clé USB. Les photos seront datées, légendées et référencées et enregistrées en format Jpeg.

Ces photos seront cédées à titre gratuit au maître d'ouvrage et seront libres de tout droit d'exploitation (droits de représentation et droits de reproduction).

Elles devront être transmises au maître d'ouvrage qui pourra les utiliser pour sa communication sur tous supports connus ou inconnus à ce jour.

9.5 Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune disposition particulière.

9.6 Garanties particulières

Sans objet.

9.7 Assurances

Les périodes de garantie prévues à l'article 44 du CCAG-Travaux ont pour point de départ le jour de la réception.

Au titre des garanties particulières visées à l'article 44.1 du CCAG - Travaux, l'entreprise demeure responsable des dommages qui lui seraient imputables, pendant une durée de dix ans à compter de la réception.

Dans un délai de huit (8) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que ses sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommage causés par l'exécution des travaux ;
- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.4 du code civil et L241-1 et suivant du code des assurances.

L'attestation originale émise par l'assureur devra comporter les points suivants :

- La liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti ;
- L'attestation devra être valable au jour du démarrage des prestations du titulaire ;

Il devra, de plus, fournir la photocopie du certificat de renouvellement de ses qualifications professionnelles. À chaque échéance annuelle, l'entrepreneur fournira des attestations d'assurance, identiques à celles fournies avec le marché, émanant des assureurs, constatant qu'il est en règle pour le paiement de ses primes. L'entrepreneur devra prévenir le maître d'ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses polices d'assurance. Tout versement d'acompte pourra être différé si l'entrepreneur ne fournit pas les justifications demandées.

ARTICLE 10 DÉROGATIONS AU CCAG – TRAVAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. et de ses annexes sont apportées aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.).

Articles du CCAG – Travaux auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
11.5	1.7
15.4.2	1.7
19.1.1	1.7
19.3	1.7
8.1	1.7
48.3	1.7
3.8.2	1.7
4.1	2
34.1	3.3.1
31.3	3.3.1
11.3	3.3.5
13	3.3.6
14	3.3.6
3.8.2	3.3.6
14.4	3.3.7
15.1	3.3.7
14.3	3.3.7
28.2.2	4.2
28.2.3	4.2
29	4.2
28.2.1	4.3
4.1	4.4
28.2.3	4.4
19.2.4	4.7.1
19.2	4.7.1
3.2.4	4.7.1
19.2	4.7.1
19	4.7.4
19.2.4	4.7.5.10
23.2	6.1
23.3	6.1
38	6.3
27.3	7.2
27	7.3
28	7.3
38	7.3
29.1.5 Alinéa 3	8.2
31.3	8.4.6
34.1	8.4.7
37.2	8.5.3
40	9.3.1

ARTICLE 11 ANNEXES

ANNEXE 1 – Plan général de coordination

ANNEXE 2 – RICT

ANNEXE 3 – Rapport de mission de repérage du plomb avant travaux

ANNEXE 4 - Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis avant réalisation de travaux

ANNEXE 5 –Calendrier prévisionnel ind.A du 05/02/2025